

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 oktober 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Annexe — Bijlage

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST SOZIALE SICHERHEIT

11. JULI 2006 — Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Mai 2001 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über die Einkommensgarantie für Betagte

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 22. März 2001 zur Einführung einer Einkommensgarantie für Betagte, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 11. Dezember 2001 und 9. März 2003, durch das Programmgesetz vom 9. Juli 2004, durch den Königlichen Erlass vom 19. Oktober 2004 [*sic, zu lesen ist: 18. Oktober 2004*] und durch das Gesetz vom 23. Dezember 2005;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Mai 2001 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über die Einkommensgarantie für Betagte, insbesondere des Artikels 1 Nr. 5;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 9. Juni 2005;

Aufgrund des Einverständnisses Unseres Ministers des Haushalts vom 23. März 2006;

Aufgrund des Gutachtens 40.342/1 des Staatsrates vom 18. Mai 2006, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nr. 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - In Artikel 1 Nr. 5 des Königlichen Erlasses vom 23. Mai 2001 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über die Einkommensgarantie für Betagte werden die Wörter "Artikel 4" durch die Wörter "Artikel 3" ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass wird wirksam mit 1. Juni 2001.

Art. 3 - Unser Minister der Pensionen ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 11. Juli 2006

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen

B. TOBBACK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 octobre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 oktober 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 230

[C — 2006/01032]

**7 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal
relatif à la Commission permanente de la police locale**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté, crée une Commission permanente de la police locale, en exécution de l'article 91, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et détermine sa composition et son fonctionnement.

La Commission permanente de la police locale remplace la Commission permanente de la Police communale, mise en place par l'article 228 de la nouvelle loi communale, article abrogé depuis lors.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 230

[C — 2006/01032]

**7 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit
betreffende de Vaste Commissie van de lokale politie**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat ik de eer heb aan de goedkeuring van Uwe Majesteit voor te leggen, richt, in uitvoering van artikel 91, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, een Vaste Commissie van de lokale politie op, en regelt haar samenstelling en haar werking.

De Vaste Commissie van de lokale politie vervangt de vaste commissie van de gemeentepolitie, ingesteld krachtens het inmiddels opgeheven artikel 228 van de nieuwe gemeentewet.

CONSIDERATIONS GENERALES

Le législateur a prévu dans la nouvelle organisation policière divers organes consultatifs qui reflètent la dualité des structures policières tout en garantissant leur caractère intégré.

Compte tenu du principe d'autonomie de chaque niveau (article 3, alinéa 1^{er}, de la loi précitée), il n'est pas conseillé de confier la représentation et la fonction d'avis de la police locale à une direction générale ou à une direction de la police fédérale.

Contrairement au Conseil fédéral de police et au Conseil consultatif des Bourgmestres, la Commission permanente est seulement un organe administratif. Ces avis sont limités à ce niveau. Elle fournira des avis experts concernant des problèmes d'ordre organisationnel et fonctionnel, qui peuvent se poser en rapport avec la police locale ou avec son bon fonctionnement.

Outre les avis généraux précités, certaines lois et arrêtés ont également attribué des compétences spécifiques à la Commission permanente.

Ainsi, elle propose des candidats pour la désignation de certains assesseurs au sein du conseil de discipline (article 41 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police).

Elle propose un chef de corps comme membre du Conseil fédéral de police (art. 6 LPI). Elle propose les membres de la police locale qui sont détachés vers les directions et services de la police fédérale (article 96 de la loi précitée du 7 décembre 1998) et ces détachés sont tenus d'entretenir avec elle des rapports de service. Dans le cadre de la composition de diverses commissions, instituées par l'Arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, elle propose des candidats, par exemple, pour la commission nationale de sélection pour les officiers de la police locale (art. VI.II.49 PJPo).

Le principe de l'élection de ses membres et les diverses règles concernant sa composition doivent faire apparaître le caractère représentatif de la Commission permanente, de sorte que ses points de vue et avis soient acceptés par tous les corps de police locale. Sa composition doit également garantir les relations avec les Ministres de l'Intérieur, de la Justice, et avec la police fédérale.

Au sein de la Commission, la police locale est représentée par les chefs de corps. Ceci est logique car ils sont responsables de la gestion quotidienne d'un corps de police, et leur mission prend la forme d'un mandat temporaire, ce qui entraîne un ensemble de responsabilités qu'aucun autre membre d'un corps de police locale ne possède. Ils sont les mieux placés pour connaître le management et l'organisation des services de police locale. En outre, leur fonction fait présumer qu'ils veilleront également, plutôt qu'aux intérêts spécifiques de leur corps de police ou certains éléments de celui-ci, ou de certaines catégories de membres du personnel ou de leurs propres autorités, aux intérêts de l'ensemble de la police intégrée, mais en mettant l'accent sur l'ensemble du niveau local.

Il faut donc souligner que les membres-chefs de corps ne représentent pas leur corps de police ou leur zone de police. C'est pour cette raison qu'on ne prévoit pas d'intervention ou d'autorisation des autorités de la zone de police et que les membres ne sont pas non plus tenus de rendre des comptes à ces autorités quant aux points de vue ou votes qu'ils auraient pu émettre.

Les clés de répartition sont utilisées pour aboutir à la fois à une répartition géographique et à une large représentation de tous les types de corps. Ainsi, trois groupes différents apparaissent pour la Région flamande et la Région wallonne (groupe I : mandats catégorie 1 ; groupe II : mandats catégories 2 et 3 ; groupe III : mandats catégories 4 et 5). La Région de Bruxelles-Capitale constitue un groupe. Le collège électoral de 196 chefs de corps est également subdivisé selon cette clé de répartition. Un chef de corps flamand qui occupe un mandat de catégorie 3 pourra par exemple uniquement voter pour un collègue chef de corps flamand appartenant au groupe II.

D'un point de vue pratique, il est prévu qu'un chef de corps peut, en cas d'empêchement, se faire remplacer par le candidat suivant qui se trouve classé en bonne place sur la liste électorale du même groupe. En l'absence d'un chef de corps, il peut se faire remplacer par un officier de son corps qui n'a toutefois pas le droit de vote.

Contrairement à d'autres organes consultatifs, il n'est pas possible de renouveler intégralement la Commission permanente tous les x ans. Certes, les membres exercent un mandat de 5 ans, mais la date de début du mandat est différente pour chaque chef de corps, avec parfois des écarts de plusieurs mois. Pour ces raisons, seule la première composition de la Commission permanente pourra avoir lieu à la même date. Par la suite, la Commission permanente ne pourra plus jamais être renouvelée d'un seul coup, mais seulement au cas par cas, c.-à-d. chaque fois que le mandat d'un chef de corps arrivera à échéance.

Etant donné que l'exécution de ses tâches peut parfois être liée à de courtes échéances, il est créé un Bureau afin de garantir une réaction rapide.

ALGEMENE BESCHOUWINGEN

De wetgever heeft in de nieuwe politieorganisatie verschillende adviesorganen voorzien die tegelijkertijd de tweeledigheid van de politiestructuren weerspiegelen en het geïntegreerd karakter ervan waarborgen.

Gezien de principiële autonomie van elk niveau (artikel 3, eerste lid, van de voormelde wet) is het niet aangewezen dat de vertegenwoordiging en de adviesfunctie van de lokale politie zou worden toevertrouwd aan een algemene directie of een directie van de federale politie.

In tegenstelling tot de federale politieraad en de adviesraad van burgemeesters is de vaste commissie dan ook louter ambtelijk. Haar adviezen zijn tot dat niveau beperkt. Ze zal deskundige adviezen verstrekken met betrekking tot organisatorische en functionele vraagstukken die zich in verband met de lokale politie of de goede werking ervan kunnen stellen.

Buiten de voormelde algemeen geformuleerde adviesverlening, hebben wetten en besluiten aan de vaste commissie specifieke bevoegdheden opgedragen.

Zo stelt ze kandidaten voor ter aanwijzing van sommige bijzitters in de tuchtraad (artikel 41 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten).

Zij draagt een korpschef voor als lid van de federale politieraad (art. 6 WGP). De leden van de lokale politie die gedetacheerd worden in de directies en diensten van de federale politie worden door haar voorgedragen (artikel 96 van de voormelde wet van 7 december 1998) en met haar dienen deze gedetacheerden dienstbetrekkingen te onderhouden. Ter samenstelling van diverse commissies, ingesteld door het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, draagt zij kandidaten voor, bijvoorbeeld in de nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie (art. VI.II.49 RPPo).

Het principe van de verkiezing van haar leden en de diverse regels betreffende haar samenstelling moet het representatief karakter van de vaste commissie doen blijken, zodat haar standpunten en adviezen door alle lokale politiekorpsen kunnen worden aanvaard. Tegelijk is de samenstelling zodanig dat de relaties met de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie en met de federale politie gewaarborgd zijn.

De lokale politie wordt in de commissie vertegenwoordigd door de korpschefs. Dit is logisch want zij dragen de verantwoordelijkheid voor het dagelijks beheer van een politiekorps, en hun opdracht neemt de vorm aan van een tijdelijk mandaat, met daardoor een geheel eigen verantwoordelijkheid die geen ander lid van een lokaal politiekorps bezit. Zij zijn het best geplaatst om het management en de organisatie van de lokale politiediensten te kennen. Hun functie geeft bovendien te kennen dat zij, eerder dan de specifieke belangen van het eigen korps of onderdelen daarvan of van bepaalde personeelsgroepen of van hun eigen overheden ook het belang van het geheel van de geïntegreerde politie zullen in het oog houden, maar dan met nadruk op het geheel van het lokale niveau daarvan.

Er moet dus benadrukt worden dat de leden-korpschefs niet hun politiekorps of hun politiezone vertegenwoordigen. Om die reden is geen enkele tussenkomst of toelating van de overheden van de politiezone voorzien en evenmin zijn de leden aan die overheden verantwoording verschuldigd over de door hen ingenomen standpunten of hun stemgedrag.

De verdeelsleutels worden gehanteerd om zowel een geografische spreiding als een brede vertegenwoordiging van alle types korpsen te bekomen. Zo ontstaan er voor het Vlaamse en het Waalse Gewest drie verschillende groepen (groep I : mandaten categorie 1 ; groep II : mandaten categorie 2 en 3 ; groep III : mandaten categorie 4 en 5). Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vormt één groep. Het kiescollege van 196 korpschefs wordt eveneens volgens deze verdeelsleutel opgedeeld. Een Vlaamse korpschef die een mandaat van categorie 3 bekleeft, zal bijvoorbeeld enkel kunnen stemmen voor een collega-Vlaamse korpschef behorende tot groep II.

Uit praktisch oogpunt werd voorzien dat bij verhindering van een korpschef, deze zich laat vervangen door de volgende batig gerangschikte kandidaat die zich op de kieslijst van dezelfde groep bevindt. Bij ontstentenis hiervan, kan hij zich laten vervangen door een officier van zijn eigen korps die evenwel niet stemgerechtigd is.

In tegenstelling tot andere adviesorganen is het niet mogelijk om de Vaste Commissie om de x-aantal jaren in zijn geheel te vernieuwen. De leden oefenen weliswaar een mandaatfunctie uit van 5 jaar, maar de aanvangsdatum van het mandaat is voor elke korpschef verschillend, soms met een verschil van vele maanden. Om die reden zal alleen de eerste samenstelling van de Vaste Commissie op eenzelfde datum kunnen plaats vinden. De Vaste Commissie zal nadien nooit meer in één keer kunnen worden vernieuwd, maar slechts individueel per individu, telkens een mandaat van korpschef ten einde loopt.

Vermits de uitoefening van haar taken soms aan korte termijnen kan gebonden zijn, wordt een dagelijks bestuur in het leven geroepen om een snelle reactie mogelijk te maken.

De plus, l'expérience acquise avec la Commission permanente de la Police communale a montré que cet organe doit être complété d'un secrétariat qui lui assure l'appui qui s'impose. Sa création fera l'objet d'un arrêté royal distinct.

La Commission permanente arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Le présent projet d'arrêté royal a été retravaillé à la suite de l'avis négatif du Conseil d'Etat rendu en mars 2005.

Les modifications suivantes ont été apportées au projet :

Dans son avis, le Conseil d'Etat stipulait sur le fond que les membres de la Commission permanente devaient être désignés par le biais de véritables élections. Une simple désignation en tenant compte de la clé de répartition fixée, comme le décrivait le précédent projet, ne constitue pas une élection au sens de l'article 91 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. Les articles 5 et 6 (voir explications par article) du présent projet ont été adaptés en tant que tels.

Il a en outre été précisé que la Commission permanente disposerait de trois vice-présidents au lieu d'un seul, pour représenter ainsi chaque Région.

Enfin, à la suite de l'avis du Conseil d'Etat, l'accord du Ministre du Budget a également été demandé, en application de l'article 5, 2°, de l'Arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Le projet n'est qu'à présent soumis à la signature de Sa Majesté, étant donné que l'installation de la Commission permanente de la police locale coïncide ainsi avec le nouveau terme du mandat des chefs de corps, qui aura lieu dans le courant de 2006 et de 2007.

EXPLICATIONS COMPLEMENTAIRES PAR ARTICLE

Article 2. La présence (en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant) du directeur des relations avec la police locale, appartenant à la police fédérale, garantit une harmonisation optimale des travaux de la Commission permanente de la police locale avec ceux des directions et des services de la police fédérale qui sont chargés de l'appui à la police locale.

En raison de ce même souci de garantir efficacité et cohérence optimales, il est joint au groupe de membres-chefs de corps un nombre de fonctionnaires et fonctionnaires de police bien précis qui peuvent garantir un flux maximal de l'information, et pour lesquels il est indispensable, dans leurs fonctions, de connaître exactement le point de vue de la police locale.

La notion de « chefs de corps », telle qu'elle est utilisée à l'article 2 ne vise que les chefs de corps qui ont été mandatés expressément par Votre Majesté pour cette fonction. Ne sont donc pas visés : les chefs de corps suppléants comme visés à l'article 46 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. La raison en est que les membres de la Commission permanente sont essentiellement choisis par les collègues chefs de corps et sont présentés en tant que tels au Ministre.

Les chefs de corps suppléants mentionnés à l'article 46 de la LPI ne peuvent pas non plus être confondus avec les membres de la Commission suppléants qui ont le droit de vote, visés à l'article 7 de cet arrêté.

Le Conseil consultatif des Bourgmestres est totalement libre de choisir son représentant, qui ne doit pas nécessairement être bourgmestre lui-même et dont la désignation ne doit pas être confirmée par le Ministre. La présence de ce représentant vise à améliorer la connaissance des points de vue de chacun.

Article 3. Après l'élection des membres-chefs de corps, la Commission se réunit afin de proposer au Ministre un de ses membres comme Président. Seul un membre-chef de corps entre en ligne de compte pour cette fonction. Conformément à l'article 8, la Commission élira ensuite trois Vice-présidents également parmi les membres-chefs de corps. Ces derniers proviennent respectivement des trois Régions. De cette manière, on pare aux différences entre les trois Régions et les décisions prises par le Bureau sont plus soutenues.

L'article 5 comporte les clés de répartition qui sont utilisées pour la composition de la Commission.

Pour les corps de police de la région linguistique germanophone, on tend à obtenir un représentant. La région linguistique germanophone ne compte d'ailleurs que deux zones de police et donc seulement deux chefs de corps, ce qui est un nombre trop restreint pour garantir un système basé sur la candidature volontaire.

La durée de la mission des membres-chefs de corps est liée à la durée de leur mandat de chef de corps, plus particulièrement un délai de cinq ans. Il appert du texte de l'article 6, in fine, que - le cas échéant - le renouvellement de leur mandat (pour une seconde période de cinq ans) n'entraîne pas automatiquement la prolongation de leur qualité de membre de la Commission (sauf pour un court laps de temps nécessaire

Bovendien leert de ervaring met de vaste commissie van de gemeentepolitie dat dit orgaan moet zijn begiftigd met een secretariaat dat haar de nodige ondersteuning kan bieden. De oprichting ervan zal gebeuren bij apart koninklijk besluit.

De Vaste Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt dit ter goedkeuring voor aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Dit ontwerp van koninklijk besluit werd herwerkt naar aanleiding van het negatieve advies van de Raad van State dat in maart 2005 werd gegeven.

Volgende wijzigingen werden aan het ontwerp aangebracht :

Het advies van de Raad van State stipuleerde ten gronde dat de aanwijzing van de leden van de Vaste Commissie via echte verkiezingen diende plaats te vinden. Een loutere aanwijzing met inachtneming van bepaalde verdeelsleutel, zoals in het vorig ontwerp werd beschreven, is geen verkiezing in de zin van het artikel 91 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. De artikels 5 en 6 (zie artikelsgewijze bespreking) van het voorliggend ontwerp werden als dusdanig aangepast.

Voorts werd nog bepaald dat de Vaste Commissie in plaats van één, drie vice-voorzitters zou hebben, om op deze manier elk Gewest te vertegenwoordigen.

Ten laatste, werd als gevolg van het advies van de Raad van State, tevens om de akkoordbevinding van de Minister van Begroting gevraagd, in toepassing van het artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

Het ontwerp wordt nu pas ter ondertekening aan Zijne Majesteit voorgelegd, gezien de installatie van de Vaste Commissie van de lokale politie op deze manier samenvalt met de nieuwe mandaattermijn van de korpschefs, die in de loop van 2006 en 2007 plaatsvinden.

ARTIKELSGEWIJZE AANVULLENDE TOELICHTING

Artikel 2. De aanwezigheid (in persoon of door een vertegenwoordiger) van de directeur voor de relaties met de lokale politie, behorend tot de federale politie, waarborgt een optimale afstemming van de werkzaamheden van de Vaste Commissie van de lokale politie op die van de directies en diensten van de federale politie die belast zijn met de steun aan de lokale politie.

Omwille van dezelfde zorg voor een optimale efficiëntie en coherentie wordt aan deze groep leden-korpschefs, een aantal welbepaalde ambtenaren en politieambtenaren toegevoegd die een optimale informatiedoorstroming kunnen waarborgen en waarvoor het in hun functies noodzakelijk is de houding van de lokale politie precies te kennen.

Het begrip "korpschefs", zoals dat in artikel 2 wordt gebruikt, bedoelt enkel de korpschefs die in dat ambt formeel door Uwe Majesteit zijn aangewezen. Worden dus niet bedoeld: de plaatsvervangende korpschefs zoals geregeld in artikel 46 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. Reden hiertoe is dat de leden van de Vaste Commissie in essentie gekozen worden door de collega's korpschefs en als zodanig voorgesteld worden aan de Minister.

De in artikel 46 WGP genoemde plaatsvervangende korpschefs mogen evenmin verward worden met de stemgerechtigde plaatsvervangers commissieleden, bepaald in artikel 7 van dit besluit.

De adviesraad voor burgemeesters is volledig vrij in de keuze van haar vertegenwoordiger, die niet noodzakelijk zelf burgemeester hoeft te zijn en wiens aanwijzing niet door de minister moet worden bevestigd. Door de aanwezigheid van deze vertegenwoordiger wordt een betere kennis van elkaars standpunten mogelijk.

Artikel 3. Nadat de leden-korpschefs zijn verkozen, komt de commissie bijeen om één van haar leden aan de Minister voor te dragen als voorzitter. Enkel een lid-korpschef komt daarvoor in aanmerking. Overeenkomstig artikel 8 zal de commissie nadien drie vice-voorzitters kiezen, eveneens onder de leden-korpschefs. Deze vice-voorzitter zijn respectievelijk afkomstig uit de drie Gewesten. Op deze manier worden de verschillen tussen de verschillende Gewesten ondervangen en wordt er meer draagkracht gegeven aan de beslissingen die door het dagelijks Bestuur genomen werden.

Artikel 5 omvat de verdeelsleutels die gehanteerd worden bij de samenstelling van de commissie.

Een vertegenwoordiging van de korpsen van het Duitse taalgebied wordt hierbij nagestreefd. Er zijn immers slechts twee politiezones in het Duitse taalgebied en dus slechts twee korpschefs, wat een te gering aantal is om een vertegenwoordiging te waarborgen in een systeem dat op vrijwillige kandidaatstelling is gebaseerd.

De duur van de opdracht van de leden-korpschefs is gebonden aan de duur van hun mandaat als korpschef, meer bepaald de termijn van vijf jaar. Zoals uit de tekst van artikel 6, in fine, blijkt brengt - in voorkomend geval - de vernieuwing van hun mandaat (voor een tweede periode van vijf jaar) geen automatische verlenging mee van hun lidmaatschap van de commissie (tenzij kortstondig tot in hun

à leur remplacement). On évite ainsi l'absence de renouvellement des membres-chefs de corps pendant une longue période. Rien n'empêche le chef de corps dont le mandat en tant que chef de corps a été renouvelé, de poser sa candidature pour une nouvelle période comme membre de la Commission.

L'article 6 comprend la procédure d'élection. Ces règles ne sont pas uniquement d'application lorsque toute la Commission doit être renouvelée, mais également si un ou plusieurs membres doit entre-temps être remplacé, par exemple parce que le mandat de chef de corps d'un membre prend fin.

Conformément à la disposition de l'article 91 de la loi du 7 décembre 1998, les membres de la Commission permanente doivent être élus. Sur la base de la clé de répartition prévue, on vise une répartition aussi large que possible.

Les règles relatives à la représentation équilibrée entre hommes et femmes reflètent strictement les dispositions de la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis.

Etant donné que le législateur a prévu explicitement à l'article 91 de la loi du 7 décembre 1998 sur la police intégrée que les membres de la Commission permanente sont élus et qu'à l'heure actuelle, cinq chefs de corps féminins y travaillent, les risques sont grands qu'il n'y aura pas de représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein de la Commission permanente.

Lorsqu'il n'existe pas de représentation équilibrée entre hommes et femmes à la suite du résultat électoral, ceci sera communiqué au Ministre chargé de la Politique d'égalité des Chances entre hommes et femmes, comme la loi le prévoit.

La Commission permanente sortante recueille les candidatures déposées et les répartit en groupes selon la région et la catégorie de mandat.

Chaque chef de corps reçoit, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, un bulletin de vote sur lequel il peut émettre un seul suffrage. Afin de garantir l'anonymat, le bulletin de vote est envoyé sous double enveloppe. Le pli contenant le bulletin de vote est inséré dans une plus grande enveloppe qui est envoyée par recommandé avec accusé de réception ou transmise contre un accusé de réception à la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention.

Cette Direction générale se chargera de réceptionner et de comptabiliser les bulletins de vote et transmettra ensuite le résultat au secrétariat de la Commission permanente.

Si, pour la(les) dernière(s) place(s) à attribuer, plusieurs candidats ont obtenu un nombre équivalent de voix, un second tour de scrutin sera organisé entre ces derniers. Ce nouveau scrutin se déroulera de la même manière que les élections ordinaires.

A titre d'exemple : en Région flamande, le groupe II compte six candidats qui se partagent la deuxième place avec un nombre identique de voix obtenues. Cela signifie que seuls trois candidats sur ces six peuvent effectivement siéger au sein de la Commission, étant donné qu'il y a quatre places à attribuer. Un second tour de scrutin devra donc être organisé entre les six candidats. Les trois premiers candidats classés en ordre utile suite à ce second tour de scrutin pourront siéger en tant que membres effectifs au sein de la Commission permanente. Les trois autres candidats seront désignés en tant que suppléants dans l'ordre du nombre de suffrages que chacun d'eux a obtenus et précéderont en cette qualité les candidats qui n'ont pas été classés en ordre utile suite au premier tour de scrutin.

Après le résultat des élections, il est dressé une liste des élus, dont le ministre prend connaissance.

Les membres peuvent désigner leur éventuel suppléant dans les limites de l'article 7.

Seul peut figurer en tant que suppléant, un autre chef de corps (appartenant à la même Région et au même groupe), qui se trouve classé en bonne place comme prochain candidat sur la liste des élus. Ce chef de corps suppléant exerce les mêmes compétences que le membre effectif. En l'absence d'un suppléant, un collaborateur du titulaire, dans son propre corps de police locale, peut remplacer le chef de corps absent. Ce collaborateur doit appartenir au cadre d'officiers et remplir une fonction dirigeante au sein du corps. La notion de fonction dirigeante ne correspond pas nécessairement à celle d'officier supérieur. Ce collaborateur n'a pas de droit de vote.

L'article 13 concerne les accords internes que la Commission permanente doit établir dans un règlement d'ordre intérieur. Il s'agit des modalités pratiques qui visent à soutenir le fonctionnement journalier de la Commission permanente. Dans ce règlement d'ordre intérieur, il n'est nullement question d'établir des règles qui portent atteinte au fonctionnement in se de la Commission permanente.

Les articles 15 et 16 prévoient un certain nombre de mesures transitoires, notamment afin de garantir la continuité lors de la transition de la Commission permanente de la Police communale à la Commission permanente de la police locale.

vervanging is voorzien). Op die wijze wordt vermeden dat er bij de leden-korpschefs geen vernieuwing zou komen gedurende een lange periode. Niets belet dat de korpschef, van wie het mandaat als korpschef werd vernieuwd, zich kandidaat stelt voor een nieuwe termijn als lid van de commissie.

Artikel 6 omvat de procedure van verkiezing. Die regels worden niet alleen toegepast als de gehele commissie moet worden vernieuwd maar ook als tussentijds één of meer leden moeten vervangen worden, bijvoorbeeld omdat aan het mandaat als korpschef van een lid een einde is gekomen.

Overeenkomstig de bepaling in het artikel 91 van de wet van 7 december 1998 dienen de leden van de vaste commissie verkozen te worden. Op basis van de ingestelde verdeelsleutel wordt gestreefd naar een zo groot mogelijke spreiding.

De regels betreffende de evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen zijn de nauwgezette weerspiegeling van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid.

Aangezien de wetgever in het artikel 91 van de Wet van 7 december 1998 op de geïntegreerde politie expliciet voorzien heeft dat de leden van de Vaste Commissie worden verkozen en er momenteel vijf vrouwelijke korpschefs werkzaam zijn, is de kans groot dat er geen evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen binnen de Vaste Commissie zal bestaan.

Wanneer er door de verkiezingsuitslag geen evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen bestaat, zal dit moeten worden meegedeeld aan de Minister bevoegd voor het Beleid van Gelijke kansen voor mannen en vrouwen, zoals de wet het voorziet.

De uittredende vaste commissie verzamelt de ingediende kandidaturen en verdeelt ze in groepen volgens het gewest en volgens de categorie van mandaat.

Elke korpschef krijgt een per post aangetekende stembrief tegen ontvangstmelding toegestuurd waarop hij één stem kan uitbrengen. Om de anonimiteit te garanderen, wordt de stembrief onder dubbele enveloppe verzonden. De enveloppe met de stembrief wordt in een grotere enveloppe geplaatst die aangetekend tegen ontvangstmelding wordt verstuurd of tegen ontvangsbewijs wordt overhandigd aan de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid.

Deze Algemene Directie zal instaan voor het ontvangen en tellen van de stembrieven en zal het resultaat vervolgens overmaken aan het secretariaat van de Vaste Commissie.

Indien er voor de laatst te begeven plaats of plaatsen verschillende kandidaten zijn die een gelijk aantal stemmen hebben behaald, wordt een herstemming georganiseerd tussen deze kandidaten. Deze herstemming zal op dezelfde manier verlopen als de gewone verkiezingen.

Bij wijze van voorbeeld: in het Vlaams Gewest zijn er in groep II zes kandidaten die met een gelijk aantal behaalde stemmen de tweede plaats delen. Dit betekent dat er slechts drie kandidaten van deze zes effectief in de Commissie kunnen zeten, aangezien er vier toe te wijzen plaatsen zijn. Er zal dus een herstemming tussen deze zes kandidaten moeten georganiseerd worden. De eerste drie batig gerangschikte kandidaten van deze herstemming zullen als effectief lid in de Vaste Commissie kunnen zeten. De overige drie kandidaten zullen in volgorde van het door elk bekomen aantal stemmen als plaatsvervanger worden aangeduid en in die hoedanigheid de niet batig gerangschikte kandidaten uit de eerste stemronde voorafgaan.

Na de verkiezingsuitslag wordt een lijst met verkozenen opgesteld waar de minister kennis van neemt.

De leden kunnen, binnen de perken gesteld door artikel 7 hun eventuele vervanger aanwijzen.

Als vervanger kan slechts een andere korpschef (behorend tot hetzelfde Gewest en dezelfde groep) optreden die als eerste batig gerangschikt staat op de lijst met verkozenen. Deze vervanger-korpschef oefent dezelfde bevoegdheden uit als het effectieve lid. Bij ontstentenis van een plaatsvervanger kan een medewerker van de titularis binnen zijn eigen lokaal politiekorps de afwezige korpschef vervangen. Die medewerker moet behoren tot het officierenkader en moet in het korps een leidinggevende functie vervullen. Het begrip leidinggevende functie valt niet noodzakelijk samen met het begrip hoger officier. Deze medewerker is niet stemgerechtigd.

Het artikel 13 betreft de interne afspraken die de vaste commissie dient vast te leggen in een huishoudelijk reglement. Het gaat om de praktische modaliteiten die de dagelijkse werking van de vaste commissie ondersteunen. In dit huishoudelijk reglement worden geenszins regels vastgelegd die raken aan de werking in se van de vaste commissie.

Artikelen 15 en 16 voorzien in een aantal overgangsmaatregelen, inzonderheid om de continuïteit te waarborgen in de overgang van de vaste commissie van de gemeentepolitie naar de Vaste Commissie van de lokale politie.

Jusqu'au jour de la désignation des membres de la Commission permanente de la police locale, l'arrêté royal du 5 avril 1995 déterminant la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission permanente de la police communale reste d'application. Cet arrêté royal trouve en effet, après abrogation de l'article 228 de la nouvelle Loi communale son fondement juridique dans l'article XII.VI.7 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

Etant donné que les modalités relatives au secrétariat de la Commission permanente de la police locale seront reprises dans un futur arrêté royal, l'article 4 de l'arrêté royal du 5 avril 1995 ne peut être abrogé avec les autres articles de cet arrêté royal.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

**7 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal
relatif à la Commission permanente de la Police locale**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 91, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 5 avril 1995 déterminant la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission permanente de la police communale;

Vu l'avis du conseil consultatif des bourgmestres, donné le 5 mai 2004 et le 1^{er} février 2006 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 9 janvier 2003 et le 27 octobre 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 mai 2006;

Vu l'avis n° 38.159/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 mars 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et l'avis n° 41.261/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 septembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Mise en place et composition*

Article 1^{er}. Une Commission permanente de la Police locale, nommée ci-après « la Commission », est créée.

Art. 2. L'assemblée générale de la Commission se compose comme suit :

1° membres ayant un droit de vote :

16 chefs de corps de la police locale, élus conformément aux dispositions des articles 5 et 6, in fine;

2° observateurs ayant une voix consultative :

— le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention ou son représentant;

— un officier de liaison de la police locale détaché auprès de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention, sur la proposition du Directeur général de cette Direction générale ;

— le cas échéant, un officier de liaison de la police locale auprès du Ministre de la Justice;

— le directeur de la Direction des relations avec la police locale de la police fédérale ou son représentant;

— le président du conseil consultatif des bourgmestres ou son représentant ;

— un officier de liaison de la police locale auprès du SAT.

Art. 3. Le Ministre de l'Intérieur désigne dans les 2 mois le Président sur la proposition de la Commission, parmi les membres visés à l'article 2, alinéa premier, 1°.

Tot aan de dag van de aanstelling van de leden van de Vaste Commissie van de Lokale Politie blijft het koninklijk besluit van 5 april 1995 tot vaststelling van de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van de Vaste Commissie van de gemeentepolitie van kracht. Dit koninklijk besluit vindt immers, na opheffing van artikel 228 van de Nieuwe Gemeentewet, zijn wettelijke basis in het artikel XII.VI.7 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

Aangezien de modaliteiten inzake het secretariaat van de Vaste Commissie van de lokale politie worden opgenomen in een toekomstig koninklijk besluit, kan het artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 april 1995 niet samen met de andere artikelen van dit koninklijk besluit worden opgeheven.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en
zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

**7 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit
betreffende de Vaste Commissie van de lokale politie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid artikel 91, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 april 1995 tot vaststelling van de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van de Vaste Commissie van de gemeentepolitie;

Gelet op het advies van de adviesraad van burgemeesters, gegeven op 5 mei 2004 en op 1 februari 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 9 januari 2003 en op 27 oktober 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 4 mei 2006;

Gelet op het advies nr. 38.159/2 van de Raad van State, gegeven op 14 maart 2005 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en op het advies nr. 41.261/2 van de Raad van State, gegeven op 27 september 2006 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en Samenstelling*

Artikel 1. Er wordt een Vaste Commissie van de lokale politie, hierna "de Commissie" genoemd, opgericht.

Art. 2. De algemene vergadering van de Commissie is als volgt samengesteld :

1° stemgerechtigde leden :

16 korpsschefs van de lokale politie, verkozen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 6, in fine;

2° waarnemers met raadgevende stem:

— de Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheid en Preventiebeleid of zijn afgevaardigde;

— een verbindingsofficier van de lokale politie gedetacheerd bij de Algemene Directie Veiligheid en Preventiebeleid, op voorstel van de Directeur-Generaal van deze Algemene Directie;

— in voorkomend geval, een verbindingsofficier van de lokale politie bij de Minister van Justitie;

— de directeur van de Directie van de relaties met de lokale politie van de federale politie of zijn afgevaardigde;

— de voorzitter van de adviesraad van burgemeesters of zijn afgevaardigde;

— een verbindingsofficier van de lokale politie bij het ATS.

Art. 3. De Minister van Binnenlandse Zaken wijst binnen de 2 maanden de Voorzitter aan op voordracht van de Commissie onder de in artikel 2, eerste lid, 1°, bedoelde leden.

Art. 4. La Commission peut demander à des experts de participer à ses travaux, conformément aux modalités prévues à cet effet dans son règlement d'ordre intérieur.

Ces experts n'ont pas de droit de vote.

Art. 5. La Commission est composée selon la clé de répartition suivante au niveau régional :

— Région flamande : huit membres, dont deux membres dirigeant un corps composé d'un effectif inférieur à 75 personnes, quatre membres dirigeant un corps composé d'un effectif de 75 à 149 ou de 150 à 299 personnes et deux membres dirigeant un corps composé d'un effectif de 300 à 600 personnes ou supérieur à 600 personnes.

— Région wallonne : six membres, dont un membre dirigeant un corps composé d'un effectif inférieur à 75 personnes, trois membres dirigeant un corps composé d'un effectif de 75 à 149 ou de 150 à 299 personnes et deux membres dirigeant un corps composé d'un effectif de 300 à 600 personnes ou supérieur à 600 personnes.

— Région de Bruxelles-Capitale : 2 membres.

Art. 6. L'appel aux candidats comme prévu à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, est publié au *Moniteur belge*. Les candidatures doivent parvenir au secrétariat de la Commission, par envoi recommandé au plus tard le seizième jour à compter de la publication. La date de publication compte comme premier jour.

La Commission établit une liste des candidats en tenant compte des dispositions de l'article 5 et d'une représentation équilibrée entre hommes et femmes.

Le collège électoral de 196 chefs de corps est réparti selon la clé déterminée à l'article 5. Chaque chef de corps donne sa voix à un candidat de la catégorie ou du groupe auquel il appartient.

Chaque chef de corps reçoit, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, un bulletin de vote sur lequel il peut émettre sa voix. Ce bulletin de vote est renvoyé, dans un délai de 14 jours après réception, par recommandé avec accusé de réception ou transmis contre un accusé de réception au SPF Intérieur, Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention, boulevard de Waterloo 76, à 1000 Bruxelles. Cette Direction générale se charge de comptabiliser les votes et transmet le résultat au secrétariat de la Commission permanente de la police locale.

Les candidats les mieux classés, en tenant compte de la clé de répartition déterminée à l'article 5, siègent en tant que membres effectifs de la Commission permanente.

Si, pour l'attribution de la(des) dernière(s) place(s) au sein d'un groupe précis, plusieurs candidats ont obtenu un nombre équivalent de voix, un second tour de scrutin sera organisé entre eux. Ce nouveau scrutin se déroulera suivant la même procédure telle que décrite à l'article 6, alinéa 4.

Si le nombre de candidats est supérieur aux places à attribuer, ces candidats seront désignés, dans l'ordre des voix obtenues, en tant que suppléants.

Le Ministre de l'Intérieur prend connaissance de la composition de la Commission permanente.

Les membres effectifs sont élus pour un délai qui correspond à la durée de leur mandat en tant que chef de corps. La qualité de membre de la Commission n'est pas renouvelée d'office en cas de renouvellement, le cas échéant, du mandat de chef de corps. Le membre dont le mandat de chef de corps a été renouvelé ou dont le mandat se libère pour d'autres raisons, reste toutefois en fonction jusqu'à l'élection d'un nouveau membre, conformément au présent article.

Art. 7. Les membres effectifs élus peuvent, en cas d'empêchement, exceptionnellement se faire remplacer à l'assemblée générale de la Commission.

Ce remplacement sera assuré par la personne qui, dans les mêmes conditions, se trouve classée en bonne place comme prochain candidat sur la liste mentionnée à l'article 6, alinéa 5. En l'absence d'un chef de corps suppléant, un officier de la même zone de police peut remplacer le chef de corps absent. Dans ce cas, le suppléant n'a pas le droit de vote.

Au cas où le membre effectif se trouverait dans l'impossibilité d'exercer encore son mandat, le chef de corps suppléant prendra sa place et mènera le mandat à terme. A défaut d'un chef de corps suppléant, la procédure de sélection sera lancée; l'officier de police suppléant dont le nom est connu au préalable siègera jusqu'à l'installation du membre nouvellement élu.

Au cours de la période de remplacement, seul le chef de corps suppléant dispose des pleins pouvoirs du membre effectif.

Art. 4. De Commissie kan, overeenkomstig de modaliteiten die daartoe in haar huishoudelijk reglement zijn vastgesteld, deskundigen vragen deel te nemen aan haar werkzaamheden.

Deze deskundigen hebben geen stemrecht.

Art. 5. De Commissie wordt samengesteld op gewestelijk niveau volgens de volgende verdeelsleutel:

— Vlaams Gewest : acht leden, waarvan twee leden een korps leiden met een personeelsbestand van minder dan 75 personen, vier leden een korps leiden met een personeelsbestand van 75 tot 149 of 150 tot 299 personen en twee leden een korps leiden met een personeelsbestand van 300 tot 600 of met meer dan 600 personen.

— Waals Gewest : zes leden, waarvan een lid één korps leidt met een personeelsbestand van minder dan 75 personen, drie leden een korps leiden met een personeelsbestand van 75 tot 149 of 150 tot 299 personen en twee leden een korps leiden met een personeelsbestand van 300 tot 600 of met meer dan 600 personen.

— Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 2 leden.

Art. 6. De oproep tot kandidaten zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°, wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd. De candidaturen moeten ten laatste de zestiende dag vanaf de publicatie bij aangetekend schrijven toekomen bij het secretariaat van de Commissie. De publicatiedag geldt als eerste dag.

De Commissie maakt een kandidatenlijst op rekening houdend met het bepaalde in artikel 5 en met een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen.

Het kiescollege van 196 korpschefs wordt verdeeld volgens de sleutel bepaald in het artikel 5. Elke korpschef brengt zijn stem uit voor een kandidaat van de categorie of groep waartoe hijzelf behoort.

Elke korpschef krijgt een per post aangetekende stembrief tegen ontvangstmelding toegestuurd waarop hij zijn stem kan uitbrengen. Deze stembrief wordt binnen een termijn van 14 dagen na ontvangst, aangetekend tegen ontvangstmelding teruggestuurd of tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de FOD Binnenlandse Zaken, Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid, Waterloolaan 76, te 1000 Brussel. Deze Algemene Directie staat in voor het tellen van de stemmen en maakt het resultaat over aan het secretariaat van de Vaste Commissie van de lokale politie.

De best gerangschikte kandidaten, met in achtname van de verdeelsleutel bepaald in het artikel 5, zetelen als effectief lid van de Vaste Commissie.

Indien voor de toewijzing van de laatste te begeven plaats of plaatsen binnen een bepaalde groep verschillende kandidaten zijn die een gelijk aantal stemmen hebben behaald wordt tussen hen een herstemming georganiseerd. Deze herstemming zal volgens de procedure zoals beschreven in artikel 6, vierde lid, verlopen.

Indien er meer kandidaten zijn dan te begeven plaatsen worden deze, in de volgorde van de verkregen stemmen, aangeduid als plaatsvervangers.

De Minister van Binnenlandse Zaken neemt kennis van de samenstelling van de Vaste Commissie.

De effectieve leden worden verkozen voor een termijn die samenvalt met de verdere duur van hun mandaat als korpschef. Het lidmaatschap van de Commissie wordt niet van rechtswege hernieuwd bij de hernieuwing, in voorkomend geval, van het mandaat als korpschef. Het lid waarvan het mandaat van korpschef werd hernieuwd of waarbij het mandaat om andere redenen vrijkomt, blijft evenwel in functie tot een nieuw lid is verkozen, overeenkomstig dit artikel.

Art. 7. De verkozen effectieve leden kunnen zich in geval van verhindering op de algemene vergadering van de Commissie uitzonderlijk laten vervangen.

Deze vervanging zal gebeuren door diegene die binnen dezelfde voorwaarden, als eerstvolgende kandidaat batig gerangschikt staat op de lijst vermeld in artikel 6, vijfde lid. Bij ontstentenis van een vervanger-korpschef, kan een officier van dezelfde politiezone of afwezige korpschef vervangen. In dit geval is de vervanger niet stemgerechtigd.

Indien het effectieve lid in de onmogelijkheid verkeert zijn mandaat nog langer uit te oefenen, neemt de vervanger-korpschef zijn plaats in en vervoleindigt het mandaat. Bij ontstentenis van een vervanger-korpschef wordt de verkiezingsprocedure opgestart; de vooraf bij naam genoemde plaatsvervanger-politieofficier blijft zetelen tot de installatie van het nieuw verkozen lid.

Tijdens de vervangingsperiode beschikt enkel de vervanger-korpschef over de volle bevoegdheden van het effectieve lid.

Art. 8. Après que le Ministre de l'Intérieur a désigné le Président comme prévu à l'article 3, la Commission propose trois des membres visés à l'article 2, alinéa premier, 1°, en qualité de Vice-Président. Ces derniers proviennent respectivement de chacune des trois Régions.

La Commission propose également le Secrétaire permanent.

La Commission soumet sa proposition définitive, concernant les Vice-présidents et le Secrétaire permanent, à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

La Commission permanente arrête, au plus tard 2 mois après sa création, son règlement d'ordre intérieur.

Art. 9. Le Bureau de la Commission est composé du Président, des Vice-présidents et du Secrétaire permanent. Il supervise le fonctionnement du secrétariat ainsi que l'utilisation des budgets disponibles de la Commission et exerce les compétences qui lui sont attribuées par le présent arrêté et par le règlement d'ordre intérieur.

Le bureau ou, en cas d'urgence, le Secrétaire permanent, prend les mesures d'ordre vis-à-vis des membres du secrétariat.

Art. 10. Les crédits de fonctionnement de la Commission et du Secrétariat sont inscrits au budget du SPF Intérieur, sur une ou plusieurs allocations de base spécifiques. Le Ministre de l'Intérieur arrête les règles relatives aux délégations de pouvoir en ce qui concerne l'utilisation de ces crédits.

CHAPITRE II. — Missions et compétences

Art. 11. La Commission se réunit à la demande :

du Ministre de l'Intérieur ; du Président, des Vice-présidents ou d'au moins un tiers des membres prévus à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° ; d'une autorité définie à l'article 91 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. En tout état de cause, les membres se réunissent au moins une fois tous les deux mois.

La Commission rend son avis dans un délai de 30 jours calendrier après que l'on a sollicité cet avis. En cas de nécessité impérieuse, l'avis est formulé par le bureau de la Commission dans les 10 jours calendrier. Lors de la prochaine assemblée, le bureau porte à la connaissance de la Commission l'avis ou la décision prise.

Un procès-verbal sera rédigé à chaque réunion de la Commission. Celui-ci est immédiatement et en tout cas envoyé au Ministre de l'Intérieur et à chaque membre de la Commission.

Si un sujet traité relève de sa compétence, le procès-verbal ou un extrait de celui-ci, est également transmis au Ministre de la Justice.

Art. 12. Les délibérations de la Commission ne sont valables que si au moins huit membres, comme visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, sont présents.

La Commission se prononce à la majorité simple des voix émises. Les abstentions ne sont pas considérées comme des voix. En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante. Le vote se fait à main levée, à moins que la Commission en décide autrement.

Art. 13. La Commission rédige un règlement d'ordre intérieur, qui détermine notamment :

— les compétences du Président, des Vice-présidents, du Secrétaire permanent et du bureau;

— la composition, le fonctionnement et les tâches des équipes d'experts; le nombre et le mode de désignation des secrétaires adjoints et des secrétaires assistants;

— la composition et le fonctionnement des sous-commissions et des commissions de sélection;

— la manière dont les assemblées sont convoquées; la façon dont l'ordre du jour est établi et communiqué aux membres ainsi que la rédaction et la diffusion des procès-verbaux des réunions.

Le règlement d'ordre intérieur ainsi que d'éventuelles modifications ultérieures seront soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur avant d'être publiés au *Moniteur belge*.

Art. 8. De Commissie draagt, na aanwijzing van de Voorzitter door de Minister van Binnenlandse Zaken, zoals voorzien in artikel 3, drie van de leden bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°, voor als Vice-voorzitters. De Vice-voorzitters zijn respectievelijk afkomstig van elk van de drie Gewesten.

De Commissie draagt eveneens de Vaste Secretaris voor.

De Commissie legt haar definitieve voordracht van de vice-voorzitters en vaste secretaris ter goedkeuring voor aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

De Vaste Commissie stelt uiterlijk 2 maanden na haar oprichting haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 9. Het Dagelijks bestuur van de Commissie bestaat uit de Voorzitter, de Vice-voorzitters en de Vaste secretaris. Het houdt toezicht op de werking van het secretariaat en het gebruik van de beschikbare budgetten van de Commissie en oefent de bevoegdheden uit haar toegekend door dit besluit en door het huishoudelijk reglement.

Het Dagelijks bestuur of, in dringende gevallen, de Vaste secretaris, neemt de ordemaatregelen ten aanzien van de leden van het secretariaat.

Art. 10. De werkingskredieten van de Commissie en van het Secretariaat worden in het budget van de FOD Binnenlandse Zaken ingeschreven, op één of meer specifieke basistoelagen. De Minister van Binnenlandse Zaken beslist over de regels betreffende het delegeren van de bevoegdheid inzake het gebruik van de kredieten.

HOOFDSTUK II. — Opdrachten en bevoegdheden

Art. 11. De Commissie vergadert op verzoek:

van de Minister van Binnenlandse Zaken; van de Voorzitter, de Vice-voorzitters of minstens één derde van de leden bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°; van een overheid bedoeld in artikel 91 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. In elk geval vergadert ze minstens éénmaal om de twee maanden.

De Commissie verstrekt het advies binnen een termijn van 30 kalenderdagen nadat om dat advies is verzocht. In geval van hoogdringendheid wordt het advies geformuleerd door het dagelijks bestuur van de Commissie binnen de 10 kalenderdagen. Het dagelijks bestuur brengt het advies of de genomen beslissing ter kennis van de Commissie op de eerstvolgende vergadering.

Van elke vergadering van de Commissie worden notulen opgesteld. Zij worden onverwijld en in elk geval verzonden aan de Minister van Binnenlandse Zaken en aan elk commissielid.

Indien een besproken onderwerp zijn bevoegdheid betreft, wordt het verslag, of een uittreksel daaruit, ook overgemaakt aan de Minister van Justitie.

Art. 12. De Commissie beraadslaagt slechts geldig wanneer er ten minste acht van de leden, zoals bedoeld bij artikel 2, eerste lid, 1°, aanwezig zijn.

De Commissie doet uitspraak bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Onthoudingen worden niet als stemmen beschouwd. In geval van pariteit van de stemmen is de stem van de Voorzitter beslissend. De stemming gebeurt bij handopsteking, tenzij de Commissie er anders over beslist.

Art. 13. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op, waarin onder meer wordt bepaald :

— de bevoegdheden van de Voorzitter, Vice-voorzitters, Vaste secretaris, het dagelijks bestuur;

— de samenstelling, werking en taken van de deskundigenteams; de wijze van aanduiding en het aantal adjunct-secretarissen en assistent-secretarissen;

— de samenstelling en werking van de subcommissies en selectiecommissies;

— de wijze waarop de vergaderingen worden samengeroepen; hoe de agenda wordt samengesteld en aan de leden ter kennis wordt gebracht en het opstellen en verspreiden van de notulen van de vergaderingen.

Het huishoudelijk reglement alsook eventuele latere wijzigingen worden, vooraleer publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 14. La Commission rédige chaque année un rapport d'activités qu'elle fait parvenir en tout cas aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice, à ses membres, ainsi qu'au Conseil fédéral de police, au Comité permanent de Contrôle des services de police, à l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et au Commissaire général de la police fédérale.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires

Art. 15. La procédure pour la première composition de la Commission permanente selon les règles du présent arrêté, débutera au plus tard quatre mois après la publication du présent arrêté.

Pour ce faire, l'Assemblée générale démissionnaire de la Commission permanente de la police communale établit, en application des règles précisées aux articles 5 et 6, la liste des candidats, comme déterminé à l'article 6, alinéa 2.

La liste des candidats est transmise au Ministre de l'Intérieur qui prend connaissance de cette liste, conformément aux articles 2 et 5.

Art. 16. Jusqu'à ce que les membres effectifs soient élus conformément à l'article 15, la Commission permanente de la police communale exerce les compétences qui sont attribuées à la Commission permanente de la police locale.

Art. 17. Le secrétariat de la Commission permanente de la police communale fonctionne en tant que secrétariat de la Commission permanente de la police locale jusqu'à la création de celle-ci et à la désignation de ses membres.

CHAPITRE IV. — Disposition abrogatoire

Art. 18. Les articles 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté royal du 5 avril 1995 déterminant la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission permanente de la police communale sont abrogés à partir du jour de désignation des membres de la Commission permanente de la police locale.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Art. 14. Elk jaar stelt de Commissie een activiteitenverslag op dat zij in elk geval aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie en aan haar leden toestuurt, alsook aan de Federale Politieraad, het Vaste Comité van Toezicht op de politiediensten, de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie en de commissaris-generaal van de federale politie.

HOOFDSTUK III. — Overgangsmaatregelen

Art. 15. De procedure voor de eerste samenstelling van de Vaste Commissie volgens de regels van dit besluit, zal aanvangen uiterlijk vier maanden na publicatie van dit besluit.

Hiertoe stelt de algemene vergadering van de uittredende Vaste Commissie van de Gemeentepolitie, met toepassing van de regels bepaald in de artikelen 5 en 6, zoals bepaald in artikel 6, tweede lid, de lijst met de kandidaten op.

De lijst met kandidaten wordt aan de Minister van Binnenlandse Zaken overgemaakt, die kennis neemt van deze lijst overeenkomstig de artikelen 2 en 5.

Art. 16. Totdat de effectieve leden zijn verkozen overeenkomstig artikel 15 oefent de Vaste Commissie van de gemeentepolitie de bevoegdheden uit die aan de Vaste Commissie van de lokale politie zijn toegewezen.

Art. 17. Het secretariaat van de Vaste Commissie van de gemeentepolitie functioneert als secretariaat van de Vaste Commissie van de lokale politie totdat laatstgenoemde is opgericht en de leden ervan zijn aangesteld.

HOOFDSTUK IV. — Opheffingsbepaling

Art. 18. De artikelen 1, 2, 3, 5, 6, 7 en 8 van het koninklijk besluit van 5 april 1995 tot vaststelling van de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van de Vaste commissie van de gemeentepolitie worden opgeheven op de dag van de aanstelling van de leden van de Vaste Commissie van de lokale politie.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 231

[C - 2007/00001]

21 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal portant approbation de la deuxième modification au deuxième contrat de gestion conclu le 8 avril 2003 entre l'Etat belge et A.S.T.R.I.D.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, notamment l'article 10;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 8 avril 2003 établissant le deuxième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D., notamment l'article 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur de Finances, donné le 18 septembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation donné le 24 novembre 2006;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation et Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La deuxième modification du deuxième contrat de gestion entre l'Etat belge et A.S.T.R.I.D., société anonyme de droit public, annexé au présent arrêté est approuvée.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 231

[C - 2007/00001]

21 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de tweede wijziging van het tweede beheerscontract gesloten op 8 april 2003 tussen de Belgische Staat en A.S.T.R.I.D.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 april 2003 tot vaststelling van het tweede beheerscontract van A.S.T.R.I.D., inzonderheid artikel 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 18 september 2006

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting en Consumentenzaken van 24 november 2006;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Begroting en Consumentenzaken en onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad verenigde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tweede wijziging van het tweede beheerscontract gesloten tussen de Belgische Staat en A.S.T.R.I.D., naamloze vennootschap van publiek recht, wordt goedgekeurd.